

Prix : 0,50 NF

Le comité central avait à son ordre du jour les questions suivantes :

- 1) Crise de l'Internationale avec le B. L. A.
- 2) Situation française et nos tâches

La discussion sur la crise avec le B. L. A. a été ouverte sur un rapport du Camarade P. Frank qui a été présenté également devant la Région Parisienne réunie en Assemblée Générale. A ce rapport a succédé un contre-rapport présenté par la Camarade Tran, invitée au Comité Central, qui le fit également à l'Assemblée Générale.

En conclusion, le Comité Central vota sur cette question la motion suivante :

Le Comité Central du Parti Communiste Internationaliste (Section française de la 4ème Internationale) réunit le 12 mai 1962 après avoir discuté de la crise de l'Internationale en son état actuel, sans préjuger sur le fond des divergences qui doivent se discuter dans le cadre de la préparation du 7ème Congrès Mondial, condamne absolument l'attitude du B. L. A. qui conduit cette discussion à partir d'accusations d'ordre personnel qui ne relèvent que d'une commission de contrôle. Appelle les sections d'Amérique Latine à s'opposer à toute mesure qui conduirait à la scission de l'Internationale.

Appelle les Camarades d'Amérique Latine élus aux organismes responsables de l'Internationale à reprendre leur place dans ces organismes dirigeants avec l'ensemble des Camarades du S. I. tel que le C. E. I. l'a désignée au mois de mars 1962 et à préparer dans l'Internationale son 7ème Congrès.

Pour : 12 - Contre : 1

Les accords d'Evian constituent un compromis favorable à la Révolution algérienne. De Gaulle, en effet, a été contraint d'admettre l'inévitabilité de l'indépendance, la souveraineté algérienne sur le Sahara; le problème des garanties à la minorité européenne a été résolu plus conformément aux vœux des dirigeants algériens, qu'aux désirs de l'impérialisme français, enfin, le gouvernement français a du renoncer aux manœuvres de troisième force reposant sur la résurrection du fantôme M. N. A.

Malgré certaines clauses des accords, la possibilité de la trans-~~croissance socialiste~~ de la Révolution demeure. Le véritable contenu de ces accords se précisera, d'ailleurs, au fur et à mesure des changements du rapport des forces. La présence des troupes françaises disposant de bases militaires sérieuses constitue un danger. Mais bien plus dangereuses pour l'avenir de la Révolution seront les tentatives de l'impérialisme français de créer un embryon de bourgeoisie, de corrompre des cadres.

La réussite de telles tentatives, reste fortement, malgré tout, improbable.

Maintenant la lutte pour l'Algérie socialiste commence ...

x
x x

Malgré les arrestations tant en France qu'en Algérie, notamment celles de Jouhaud et de Salan, l'O. A. S. ne paraît pas demantelée, et même est toujours en mesure de perpétrer ses actes de banditisme. A Alger et surtout à Oran, elle continue à dominer et à faire la loi.

Derrière Gardy, utilisé comme paravent, les éléments fascistes, en ayant recours à toutes les formes de terrorisme, peuvent provoquer une détérioration certaine de la situation en Algérie, il n'en reste pas moins que l'hypothèse doit être écartée, selon laquelle ils pourraient parvenir à ranimer la guerre, et ce pour plusieurs raisons :

- 1 - Leur isolement international
- 2 - L'O. A. S. n'est pas parvenue à entraîner les cadres de l'armée contre l'application des accords d'Evian.
- 3 - L'impossibilité de former des maquis O. A. S. dans les campagnes contrôlées de plus en plus par l'A. L. N.
- 4 - Le manque de perspectives des Européens d'Algérie auquel s'ajoute le clivage qu'opère en leur sein l'extrémisme des Susini et autres francs fascistes est de nature à faire reculer une partie importante d'entre eux. Depuis l'arrestation de Salan, le nombre des départs en direction de la France a très sensiblement augmenté.
- 5 - Bien que pour une grande part, De Gaulle doive le pouvoir aux insurgés

du 13 mai, le gouvernement ne reviendra pas sur sa signature et est pressé d'en finir avec un conflit sans profit pour le grand capital.

Il faut bien sûr, pour ne pas faire d'erreur d'appréciation, tenir compte du fait, que si ce sont les intérêts de la grande bourgeoisie qui guident De Gaulle, le pouvoir personnel est néanmoins en situation d'autonomie relative par rapport aux monopoles. Il peut ainsi, exister un certain décalage entre la détermination de certains cercles dirigeants d'écraser l'O. A. S. et la volonté de De Gaulle.

La bourgeoisie pourrait redouter en cas de continuation du conflit :

- 1 - L'influence croissante des Etats ouvriers et des éléments consciemment révolutionnaires en Algérie et en Afrique.
- 2 - Le Front Unique de la classe ouvrière que les directions ne parviennent plus à chloroformer.

Il reste à savoir, évidemment, si le gouvernement a la possibilité et les moyens d'intervenir efficacement contre l'O. A. S. Les moyens ce sont, pour lui, l'armée et la police. Jusqu'ici certes, les activités provocatrices de l'O. A. S. ne sont pas parvenues à faire basculer les officiers de leur côté ou à opérer une déchirure franche au sein de l'armée. Mais, par ailleurs, depuis plus de six semaines, l'armée n'est pas intervenue contre les ultras. Cependant le gouvernement paraît décider à utiliser pour la répression plutôt les corps de police. Dans ces circonstances, en cas de résistance prolongée de l'O. A. S. en Algérie, le contingent est appelé à jouer un rôle décisif dans le développement de la situation.

Les plus forcenés des ultras ne peuvent pas ne pas penser que l'indépendance de l'Algérie est inévitable. Ils utilisent l'Algérie comme un tremplin pour leurs perspectives en France. Paradoxalement, les forces d'extrême droite fascistes qui soutiennent l'O. A. S. ou qui en sont partie prenante ont plus d'avenir en France qu'en Algérie.

Depuis l'arrestation de Jouhaud et de Salan, l'O. A. S. est en train de se reconvertir. En Algérie le but est de chauffer à blanc les Européens pour préparer plus facilement à la faveur de leur retour la fascisation en France.

Des milieux d'extrême droite et fascistes vont unir leurs efforts pour créer une formation fascisante. Cette formation ne se contentera pas d'intervenir légalement sur des thèmes réactionnaires, elle organisera des groupes de militants spécialement chargés d'agresser contre les syndicats et les partis de la classe ouvrière.

x

x x

Cependant l'urgence de l'organisation de la lutte contre le fascisme ne doit pas faire oublier qu'après les accords d'Evian s'ouvre une nouvelle étape. La fin des combats rend déjà les travailleurs plus exigeants et leurs directions traditionnelles plus à l'aise pour reprendre la campagne revendicative. A cet égard, les centrales syndicales en mettant en avant un certain nombre de revendications, ont marqué un "tournant". La dynamique de cette nouvelle étape est pleine de promesses car elle coïncide avec une réanimation générale du Mouvement Ouvrier européen : grèves en Italie, en Autriche et surtout en Espagne.

A la différence de ceux de F.O. et de la C.F.T.C. les militants de la C.G.T. se livrent à une campagne d'agitation sur le programme immédiat retenu par le Comité Confédéral National.

Cette nouvelle campagne s'accompagne d'un regain de sectarisme vis à vis des militants des autres centrales, en particulier ceux de la C.F.T.C., facilité par la politique de dégagement de cette centrale pratiquée vis à vis de la direction de la C.G.T. Ce qui prouve qu'il ne s'agit pas d'un véritable "tournant" en faveur d'une politique résolument anticapitaliste. C'est la politique du P.C.F. qui est la clef de ce "tournant". Elle se définit, en effet, actuellement principalement par l'intervention des membres de sa direction, dans le Comité Thorp. L'objectif est de parvenir à une table ronde de la Gauche. Mais contrairement à un passé très proche, le P.C.F. ne veut plus être une simple force d'appoint. Il aspire à une plus grande place. Pour cela il doit montrer son importance et sa force. Comment le ferait-il mieux qu'en relançant la lutte revendicative.

En raison même des objectifs poursuivis, la démocratie renouvelée, le P.C.F. et la C.G.T. ne mobiliseront pas la classe ouvrière pour une politique anticapitaliste.

La campagne revendicative paraît jusqu'ici s'appuyer sur une volonté évidente de lutte dans les secteurs publics et demi-publics, principalement chez les cheminots et les postiers. Dans la métallurgie, la montée revendicative est plus lente.

x

x

x

Quoiqu'il en soit, malgré le résultat du référendum, le gouvernement ne connaîtra qu'un court répit. En effet :

- 1 - Le vote massif en faveur du oui n'était pas une approbation du Gaullisme. Les onze cent mille bulletins annulés manifestent l'existence d'une avant-garde nombreuse.

- 2 - L'apparition probable de forces virulentes à l'extrême droite, la relance des revendications ouvrières sont autant de menaces à moyen terme.
- 3 - A ces difficultés s'ajoutent la situation parlementaire précaire de Pompidou et la lutte au sein de la majorité entre partisans de l'Europe des Patries et ceux de l'Europe intégrée.

Le gouvernement gaulliste sera ainsi amené, tout en restant dans le cadre du régime bonapartiste à se raidir à la fois contre la droite, la gauche et le mouvement ouvrier. Il tentera d'atténuer les effets de cette politique sur les travailleurs par un paternalisme savamment dosé (augmentation de 4% des salaires à l'E. D. F. et au G. D. F.). Il aura également recours à l'opinion sous forme de référendum, recours dont il ne faut pas négliger les effets car la crise sociale atteint plutôt, pour le moment du moins, des couches réactionnaires plus sensibles à la démagogie de type poujadiste qu'aux perspectives révolutionnaires; à cela, il faut ajouter que les travailleurs les plus politisés, ceux de la métallurgie, ne rejoignent pas actuellement les travailleurs du secteur public.

LES TACHES

La lutte contre le fascisme n'est pas terminée avec la signature des accords d'Evian. Elle doit rester une des préoccupations essentielles du mouvement ouvrier.

Pour briser les entreprises de l'O. A. S. en Algérie, nous appellerons à la fraternisation des soldats du contingent ouvriers et paysans en uniforme, avec leurs frères de classe, les travailleurs algériens.

En France les organisations ouvrières doivent organiser des groupes de combat dont l'existence fera comprendre la nécessité des milices ouvrières. Pas une seule provocation fasciste sans riposte. Action de masse contre la presse complice de l'O. A. S.

Dans l'action antifasciste, pas de caution à De Gaulle. Ne jamais séparer la lutte contre l'O. A. S. de la lutte contre le régime. L'efficacité de l'action anti-fasciste suppose la coordination de l'activité des Comités. Fédération des Comités de base.

L'expression de la solidarité de classe, sous des formes appropriées entre les travailleurs français et algériens est un facteur très important du développement révolutionnaire dans chacun des deux pays. C'est le devoir et l'intérêt des travailleurs français de se mettre résolument au côté de la Révolution algérienne. L'activité propagandiste du P. C. F. et du P. S. U. et de la S. F. I. O. et des syndicats, uniquement en faveur du "respect loyal des accords d'Evian" contribue en fait à mettre sur le même plan, dans l'esprit des prolétaires, le gouvernement français et le G. P. R. A. sont des mots d'ordre exprimant concrètement le soutien de la Révolution algérienne qui seront mis en avant.

Libération immédiate de tous les révolutionnaires algériens, ainsi que des Français détenus pour leur solidarité envers les travailleurs algériens.

Amnistie pour tous ceux qui ont refusé de porter les armes contre la Révolution algérienne.

Evacuation des bases militaires françaises en Algérie.

Légalisation en France des organisations algériennes, comportant la possibilité de faire paraître leurs publications, droits de réunion, etc ...

Action des ouvriers français en faveur des conditions de vie (salaires, logement, réembauchage) des ouvriers algériens.

On ne saurait surestimer l'importance des grèves espagnoles. Il faut intervenir directement et dans les organisations ouvrières sur la nécessité de trouver les moyens concrets pour exprimer la solidarité effective des travailleurs français envers la classe ouvrière d'Espagne.

Tels sont les mots d'ordre que nous devons nous efforcer de populariser par notre intervention dans le Mouvement ouvrier. Plus spécialement en direction des militants du P. C. F., dont la crise sera accélérée par le devenir de la Révolution algérienne et la remontée du mouvement ouvrier. Nous reprendrons des mots qui figurent dans les documents votés au XVIème Congrès, tel celui d'Assemblée Nationale Constituante qui peuvent recevoir un autre contenu, en raison de leur caractère vague. C'est ainsi que la direction sera mise en porte à faux vis à vis de la base.

Au niveau d'une petite avant-garde, nous devons devenir des animateurs du F. S. R. A. Les cellules doivent examiner la situation de chacun de leurs membres pour renforcer cette organisation.

Si important que soit le domaine d'activité pour lequel nous venons de formuler notre orientation, en raison de la nouvelle étape, nous devons répondre aux préoccupations revendicatives mises sous le boisseau pendant le "conflit algérien".

Pas d'attitude négative envers le tournant de la C. G. T. malgré son caractère sectaire qui entravera l'essor du mouvement.

L'agitation à laquelle se livrent les organisations de la C. G. T. peut contribuer au redémarrage des luttes, un certain nombre de conditions objectives se trouvent réunies.

Nous prêterons particulièrement l'attention aux revendications d'un ordre élevé concernant les conditions de vie des travailleurs, dont nous nous ferons les promoteurs : comme la réduction du temps de travail.

- 4 semaines de congés payés.
- Retour à la semaine de 40 heures (8 x 5), étape vers l'établissement de la semaine de 35 heures (7 x 5).

x

x

x

La classe ouvrière est laissée sans perspective véritable. L'absence d'un programme de transition adapté à la situation actuelle se fait sentir. Il appartient à la section française d'entreprendre un travail sérieux sur cette question. Sur ce plan le Comité Central présentera un projet au prochain Congrès du Parti.

Le renforcement du travail indépendant (partie intégrante de notre orientation entréiste ~~sui generis~~), insuffisant par rapport aux possibilités, passe principalement par l'amélioration de notre organe mensuel et l'augmentation de sa diffusion (note pour la conférence nationale).

En raison de la situation dans la Jeunesse, le Comité Central mandate le Bureau Politique de trouver les moyens pratiques d'entreprendre un travail indépendant - jeune.

Votée à l'unanimité